

GÉRARD SIMLER

CONSEILLER GÉNÉRAL DU
CANTON DE MARCKOLSHEIM

GS/AK

LA LETTRE DU CANTON DE MARCKOLSHEIM

DÉCISIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL GÉNÉRAL DU 7 JANVIER 2013

DÉVELOPPEMENT ARTISTIQUE :

Bénéficiaire : Ecole de musique Intercommunale du Ried

Subvention : 14 689 €, participation aux frais d'enseignement et de déplacement pour l'année 2013.

EDIFICES CULTUELS :

Bénéficiaire : Commune de Bindernheim

Subvention : 9 327,90 € relevage de l'orgue de l'église Saint-Ulrich, dans le cadre du contrat de territoire de Marckolsheim-Grand-Ried.

Bénéficiaire : Commune de Boesenbiesen

Subvention : 57 395,87 € rénovation extérieure de l'église, dans le cadre du contrat de territoire de Marckolsheim-Grand-Ried.

ECOLE MATERNELLE :

Bénéficiaire : Commune d'Ohnenheim

Subvention : 7 800 € travaux de rénovation de toiture à l'école maternelle dans le cadre du contrat de territoire de Ried de Marckolsheim.

ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE :

Lors de sa réunion du 2 juin 1997, le Conseil Général du Bas-Rhin a mis en place un dispositif départemental d'accompagnement à la scolarité, avec pour objectif de favoriser la réussite scolaire des collégiens bas-rhinois.

Une charte a été signée le 4 septembre 1997 entre le Département, l'Etat, l'Inspection Académique et la Délégation Régionale du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FASILD). Elle met l'accent sur l'acquisition, par les élèves, de méthodes de travail pour mieux « apprendre à apprendre ». Ces actions peuvent venir en complément du soutien scolaire apporté par les collèges dans le cadre de l'enseignement général.

Les modalités d'intervention du Conseil Général prennent en compte les actions proposées par les associations, sous réserve :

- de leur validation par le principal du collège
- d'une participation aux seuls frais de rémunération et de formation des intervenants
- d'un plafonnement à 40 % du montant de ces frais.

Le Département du Bas-Rhin est membre du Comité départemental d'accompagnement à la scolarité (CODAS), à côté de l'Etat, de l'ACSE (agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances), de la CAF et de la Ville de Strasbourg. Le CODAS coordonne les contributions de l'ensemble des financeurs.

Le Département met particulièrement l'accent sur le soutien à des associations dont les compétences pédagogiques sont incontestables, et dont les actions s'organisent dans le cadre d'un réel partenariat avec les collègues.

Cette année encore, l'implication du Conseil Général dans une politique volontariste de lutte contre l'échec scolaire et au sein du CODAS a permis de mettre en place des actions en zone rurale, où la pluralité des dispositifs est moins développée. Le CLAS y demeure un des rares dispositifs d'accompagnement à la scolarité (Sélestat, Saverne, Schirmeck, Sarre-Union) mais reste loin de recouvrir l'ensemble des besoins des territoires.

Pour l'année scolaire 2012-2013, les financements du CODAS du 6 septembre 2012, ont été proposés selon la répartition ci-dessous :

- CAF : 427 079 €
- ACSE : 156 724 €
- Ville de Strasbourg : 112 350 €
- Conseil Général du Bas-Rhin : 58 600 €

Afin de clarifier l'action départementale, les subventions seront dorénavant directement versées aux centres socio-culturels conformément aux décisions du CODAS, et non plus dans le cadre de leur contrat d'objectifs.

S'ajoutent les contributions des communes bénéficiaires (Barr, Bischwiller, Erstein, Fegersheim, Haguenau, Illkirch-Graffenstaden, Lingolsheim, **Marckolsheim**, Obernai, Ostwald, Sarre-Union, Saverne, Sélestat, Schiltigheim, Schirmeck), pour un montant prévisionnel total de 277 994 €.

Le financement prévisionnel global du CLAS est donc de 1 032 747 euros.
Au total plus de 3 000 élèves bénéficient du dispositif dont environ 1 000 collégiens.

SOUTIEN ENVIRONNEMENTAL AUX ASSOCIATIONS ET AUX COLLECTIVITÉS :

Lutte anti-moustiques dans le Bas-Rhin

La lutte contre les moustiques est une mission de service public strictement encadrée par la législation et dont l'organisation et le financement relèvent de la compétence des départements. Cette opération consiste à contrôler les populations de moustiques d'une région pour des raisons de santé publique ou autres (tourisme).

La lutte anti-moustiques est régie par la loi du 16 décembre 1964 qui a introduit les notions de zones de lutte créées par Arrêté Préfectoral à la demande du Conseil Général et d'organismes de droit public habilités à procéder aux actions de lutte.

Par ailleurs, la loi de finances de 1975 a conféré à ces dépenses un caractère obligatoire pour le Département (à hauteur de 50 %) et pour les communes, selon une clé de répartition définie par le Conseil Général.

Depuis les années 1980, cette lutte est réalisée dans la bande rhénane nord de notre Département par un syndicat mixte, qui adapte le traitement des zones de pontes en fonction de la densité des larves. Ce traitement est réalisé à l'aide d'un insecticide biologique le Bti, spécifique aux larves de moustiques.

Dans le Bas-Rhin, depuis 2001, le Syndicat mixte « Lutte contre les moustiques » œuvre dans la limitation de la nuisance due aux moustiques, sur 15 communes : Beinheim, Diebolsheim, Lauterbourg, Mothern, Munchhausen, Neewiller, Niederlauterbach, Rhinau, Schaffhouse, Scheibenhard, Sélestat, Seltz et Wintzenbach.

Au titre de l'année 2013, la demande au Département du Bas-Rhin est de 100 000 €.

TRANSPORT SCOLAIRE :

Définition des modalités de la convention de financement à intervenir entre la Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim et le Département du Bas-Rhin

Le Conseil Général a délégué sa compétence en matière d'organisation du transport scolaire à la Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim pour la desserte de la nouvelle CLIS de l'école élémentaire de WITTISHEIM, en faveur d'élèves résidant dans la Communauté de Communes du Ried de Marckolsheim et ayant un taux d'incapacité inférieur à 50 %.

La participation financière du Département, basée sur le taux de remboursement des frais Kilométriques des familles assurant elles-mêmes le transport de leurs enfants, soit 0,45 € du kilomètre pour un aller-retour par jour, sera versée à la Communauté de Commune.

Pour l'année scolaire 2012/2013, avec le transport de 3 élèves de Marckolsheim et 1 élève de Mackenheim, le montant à verser par le Conseil Général s'établirait à :

Distance Marckolsheim – Wittisheim : 14 km
Distance Mackenheim – Wittisheim : 11 km
Soit $(3 \times 14 + 11) \times 2 \times 0,45 \text{ €/jour} = 47,70 \text{ € / jour}$.

Le montant de cette participation est révisable en fonction de l'évolution du nombre d'élèves transporté et de leur lieu de résidence.

Cette participation sera payée à trimestre échu sur présentation d'une pièce attestant le nombre de jour de fonctionnement du service par la communauté de communes.

Cette convention est conclue pour une durée de 4 ans. Elle peut être dénoncée sans délai par l'une ou l'autre des parties, en cas de changement dans les effectifs à transporter.

AMÉLIORATION DE L'HABITAT :

Bénéficiaire : M. Jean PFIFFER - Baldenheim
Subvention : 946 € pour l'adaptation de son logement.

COLLÈGE DE MARCKOLSHEIM :

Les travaux de réaménagement du collège Jean-Jacques Waltz de MARCKOLSHEIM ont entraîné plusieurs modifications de l'assiette foncière de l'établissement.

Il en est ainsi d'une bande de terrain située à l'arrière du mur anti-bruit, près du club house du stade, de l'entrée du parking professeur, de l'entrée de l'abri vélo, ainsi que de la surface d'arrêt de bus et du parvis du collège.

Il convient de procéder à la régularisation foncière de ces nouvelles limites d'emprises par une cession au profit de la commune de MARCKOLSHEIM.

Par ailleurs, celle-ci mène un projet de restructuration de son complexe sportif en repensant le fonctionnement et l'organisation générale du site.

A cet égard, elle a sollicité la cession par le Département d'une bande de terrain située à proximité du gymnase. Cette demande a recueilli un avis favorable de la part des services concernés.

Compte tenu de ces éléments, le Département céderait ainsi à la commune de MARCKOLSHEIM quatre parcelles de terrain cadastrées sous-section 14 :

- n°380/117 de 12,03 ares
 - n°381/117 de 1,38 are
 - n°382/117 de 0,07 are
 - n°386/117 de 6,23 ares
- Soit une surface totale de 19,71 ares.

Cette cession s'effectuerait à l'euro symbolique.

VOIRIE COMMUNALE :

Comité départemental du 16 novembre 2012

Communes	Propositions du Comité	Coût des travaux éligibles	Subventions du CG
CdC du Ried de Marckolsheim	Accord	62 275,60 €	18 594,75 €
Richtolsheim	Accord	42 241,30 €	12 624,39 €

GARANTIES D'EMPRUNTS – ORGANISME DE CONSTRUCTION

La SA d'HLM Nouveau Logis de L'Est-Groupe SNI, pour un montant prévisionnel total de 745 873 €, majoré des intérêts et/ou pénalités de retard, frais et accessoires divers, correspondant à quatre emprunts, deux emprunts PLUS et PLUS Foncier (prêt locatif à usage social) de 453 900 € et 153 974 € et deux emprunts PLAI et PLAI Foncier (prêt locatif aidé d'insertion) de 110 400 € et 27 599 €. Ces emprunts sont destinés à financer l'acquisition en VEFA (vente en l'état de futur achèvement) de six logements locatifs sociaux collectifs situés rue de Willerhof à HILSENHEIM.

Les emprunts susvisés seront réalisés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions suivantes :

***PLUS de 453 900 € :**

- .durée de la période d'amortissement : 40 ans
- .taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat+0,60%
- .taux annuel de progressivité : 0,50 %
- .durée du préfinancement : 18 mois
- .périodicité des échéances : annuelle
- .révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité des annuités : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

***PLUS foncier de 153 974 € :**

- .durée de la période d'amortissement : 50 ans
- .taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat+0,60%
- .taux annuel de progressivité : 0,50 %
- .durée du préfinancement : 18 mois
- .périodicité des échéances : annuelle
- .révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité des annuités : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

***PLAI de 110 400 € :**

- .durée de la période d'amortissement : 40 ans
- .taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat-0,20%
- .taux annuel de progressivité : 0,50 %
- .durée du préfinancement : 18 mois
- .périodicité des échéances : annuelle
- .révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité des annuités : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

***PLAI Foncier de 27 599 € :**

- .durée de la période d'amortissement : 50 ans
- .taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A en vigueur à la date d'effet du contrat-0,20%
- .taux annuel de progressivité : 0,50 %
- .durée du préfinancement : 18 mois
- .périodicité des échéances : annuelle
- .révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité des annuités : en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%

La garantie du Département est accordée pour la durée totale des prêts soit dix-huit mois de préfinancement maximum suivi d'une période d'amortissement de 40 ans à hauteur de la somme de 564 300 € et dix-huit mois de préfinancement maximum suivi d'une période d'amortissement de 50 ans à hauteur de la somme de 181 573 €, majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés à son terme.

Cependant les intérêts courus pour une période de préfinancement inférieure à douze mois seront exigibles au terme de celle-ci.

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du Livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs. En conséquence, les taux du livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront ceux en vigueur à la date d'effet des contrats de prêt garantis par la présente délibération.

En tout état de cause, la présente garantie est limitée au taux d'intérêt maximum prévu par délibération du Conseil Général en date du 14 décembre 2004 (taux de l'usure en vigueur à la date de mise en jeu éventuelle de la garantie diminué d'un point).

Au cas où les organismes susvisés, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitteraient pas des sommes dues par eux aux échéances ou des intérêts moratoires qu'ils auraient encourus, le Département s'engage à en effectuer le paiement en leurs lieux et places dans la limite de la garantie définie ci-dessus, sur simple notification des organismes prêteurs, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Quoi qu'il en soit, la garantie du Département ne sera effective qu'à la date de signature des contrats de prêt par le Président du Conseil Général.

Le Département s'engage pendant toute la durée des prêts à créer, en cas de besoin, les ressources nécessaires pour couvrir les charges des emprunts.

Au titre de la contre garantie, la SA Coopérative d'HLM «Sté Coopérative de Promotion Immobilière du Bas-Rhin» et la SA d'HLM Nouveau Logis de l'Est-Groupe SNI devront s'engager par convention, à ne pas hypothéquer, vendre ou aliéner les biens concernés par la présente garantie, sans en informer préalablement le Département.

Les organismes s'engagent à employer le produit de la vente des logements à rembourser les emprunts garantis.

Par ailleurs, conformément aux délibérations du Conseil Général en date des 13 décembre 1993, 16 décembre 2003 et 14 décembre 2009, la SA d'HLM Nouveau Logis de l'Est-Groupe SNI devra s'engager à réserver au Département un logement construit ou réhabilité au moyen des emprunts garantis.

Ces clauses de contre garantie et de réservation de logements ne peuvent être opposables à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

Bien cordialement à chacune et chacun d'entre vous.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gérard Simler', with a stylized, cursive script.

Gérard SIMLER